

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 19/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIE 2E ALSACE
2 rue des Imprimeurs
67118 Geispolsheim

Références : 13098/AD/AG
Code AIOT : 0003013098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement ENVIE 2E ALSACE, implanté 2 rue des Imprimeurs 67118 Geispolsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre du Plan de Contrôle Pluriannuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E ALSACE
- 2 rue des Imprimeurs 67118 Geispolsheim
- Code AIOT : 0003013098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Envie2e Alsace exploite, à Geispolsheim, un centre de transit et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le site de Geispolsheim a été autorisé le 16 avril 2019 et accueille des activités précédemment exercées à Strasbourg, rue Herrade.

La demande d'autorisation de l'établissement a été déposée le 29 juin 2018, complétée d'une analyse « MTD » le 8 mars 2019, après la publication, le 17 août 2018, de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets.

L'autorisation a été délivrée le 16 avril 2019, avant la parution de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Cette autorisation du 16 avril 2019 a concédé, pour la mise en œuvre de certaines MTD et donc, par voie de conséquence, le respect des performances associées et des modalités de surveillance, l'échéance du 17 août 2022, soit 4 ans après la publication de la décision d'exécution concernée. Il en résulte que depuis le 17 août 2022, les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 s'appliquent pleinement au site.

Thèmes de l'inspection :

Suivi de la visite du 16/11/2023 et IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délai |
|----|--|--|--|----------------------|
| 4 | IED – Surveillance des rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.2 III | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Défense incendie (Suivi de la visite du 16/11/2023) | Autre du 16/11/2023, article point de contrôle n°1 | Sans objet |
| 2 | Déchets contenant des PCB-PCT (Suivi de la visite du 16/11/2023) | Autre du 16/11/2023, article point de contrôle n°2 | Sans objet |
| 3 | Etat des stocks (Suivi de la visite du 16/11/2023) | Autre du 16/11/2023, article point de contrôle n°3 | Sans objet |
| 5 | IED – Émissions dans l'air / Mercure MTD n°32 | Arrêté Préfectoral du 16/04/2019 Article 3.2.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

NON-CONFORMITÉ :

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 applicables aux installations de traitement mécanique de déchets, relatives aux effluents gazeux, ne sont pas respectées.

OBSERVATIONS :

- Les modifications améliorant les moyens de lutte contre l'incendie et donc la sécurité du site, n'ont toujours pas fait l'objet d'une notification auprès de la préfecture, afin qu'une mise à jour des prescriptions de l'arrêté ne soit réalisée. L'exploitant s'est engagé à notifier ces modifications dès que son chantier sera arrivé à terme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défense incendie (Suivi de la visite du 16/11/2023)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 16/11/2023, point de contrôle n°1 |
| Thèmes : Risques accidentels, Incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constats de la visite du 16/11/2023 :</p> <p>« L'exploitant a notifié, le 14 avril 2022, des modifications des moyens de défense incendie de son installation.</p> <p>L'inspection considère que ces changements ne dégradent pas la sécurité du site et peuvent être actés.</p> <p>Il conviendrait que l'exploitant finalise sa notification de modification de 2022 par l'ajout des PIA prévu en 2024 et la justification de l'absence d'additivation de l'eau de l'extinction automatique des alvéoles.</p> <p>Une mise à jour des prescriptions de l'arrêté pourra être réalisée à ce moment.</p> <p>L'inspection encourage l'exploitant à se mettre en capacité de pouvoir réaliser, très rapidement, des prélèvements environnementaux en cas d'incendie, notamment pour évaluer les retombées. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le chantier du réseau alimentant les postes d'incendie additivés (PIA) n'est pas encore achevé, mais il est opérationnel en cas d'incendie. Il a entre autres été retardé par le projet de réaménagement des installations, notifié le 27 juillet 2024 par l'exploitant.</p> <p>Comme demandé par l'inspection, l'exploitant s'est engagé à notifier les modifications de ses moyens incendie, dès que son chantier sera arrivé à terme.</p> <p>Concernant les prélèvements environnementaux en cas d'incendie, une commande a été passée à un bureau d'études (devis signé du 10/07/24), pour définir des points de prélèvements dans un premier temps, puis réaliser un état zéro au niveau de ces points dans un second temps. L'exploitant</p> |

espère qu'un rapport sera rendu d'ici fin septembre.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Déchets contenant des PCB-PCT (Suivi de la visite du 16/11/2023)

Référence réglementaire : Autre du 16/11/2023, point de contrôle n°2

Thèmes : Risques chroniques, PCB

Prescription contrôlée :

Constats de la visite du 16/11/2023 :

« À l'examen de l'état des stocks, il est apparu que la quantité enregistrée excède largement 2 tonnes (*).

(...) Un échéancier de résorption du surstock déclaré est attendu. ».

(*) : « Arrêté Préfectoral du 16/04/2019 / Article 8.1.1 - Limitation et contrôle de la quantité présente de fluides contenant 50 mg/kg et plus de PCB et/ou PCT (exprimés en PCB totaux) :

La quantité présente dans l'établissement de fluides contenant plus de 50 mg/kg de PCB et/ou PCT (exprimés en PCB totaux) est strictement inférieure à 2 tonnes. Les justificatifs de la quantité présente à un instant donné sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. (...) ».

Constats :

Par courriel du 02/01/2024, l'exploitant a fait part de ses actions correctives : le surstock a été évacué le 27/12/2023 (BSD fourni) et fin décembre 2023 le stock était de 1 789 kg.

Au 08 août 2024, l'état des stocks présenté par l'exploitant indique 363 kg de PCB, ce qui est conforme à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : État des stocks (Suivi de la visite du 16/11/2023)

Référence réglementaire : Autre du 16/11/2023, article point de contrôle n°3

Thèmes : Risques accidentels, Stocks

Prescription contrôlée :

Constats de la visite du 16/11/2023 :

« L'inspection a rappelé l'importance qu'il y a à pouvoir accéder très rapidement à l'état des stocks en cas d'incendie, y compris depuis un site distant (par exemple celui de Strasbourg). ».

Constats :

L'état des stocks présenté par l'exploitant est accessible à tout moment.

La quantité maximale présente de DEEE dangereux est limitée à 325 t par l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 16/04/219. Le jour de l'inspection, l'état des stocks affichait une quantité de matières dangereuses de 232 888 kg, qui correspond au dernier inventaire physique réalisé le 30/07/2024.

L'exploitant a indiqué qu'un nouveau logiciel logistique est en cours de déploiement, il permettra de connaître l'état des stocks à l'instant T.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : IED – Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.2 III

Thèmes : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

– Arrêté Ministériel du 17/12/2019 :

Annexe 3.2 : Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement mécanique (...)

III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets

Effluents gazeux :

| Traitement | Paramètre | Valeur limite | Fréquence de surveillance |
|---|---|---|---------------------------|
| Tous les traitements mécaniques des déchets | Poussières | 5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable | semestrielle |
| Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques | Retardateurs de flamme bromés (1) | / | annuelle |
| | PCB de type dioxine (1) | / | annuelle |
| | Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1) | / | annuelle |
| | PCDD/F (1) | / | annuelle |
| | COVT | / | semestrielle |
| (...) | | | |
| Traitement des DEEE contenant du mercure | Hg | 5 µg/Nm ³ | trimestrielle |

(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.*

- Arrêté Préfectoral du 16/04/2019 :

Article 3.2.1 Concentrations et Flux :

Le tableau ci-dessous définit les valeurs-limites en concentration et en flux à ne pas dépasser. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Conduit n°1 - atelier de rénovation des appareils de lavage, local de détartrage

Le débit normalisé d'extraction est de 2 000 m³/h.

| Paramètres | Concentration en mg/Nm ³ |
|--|-------------------------------------|
| Oxydes d'azote exprimés en dioxyde d'azote | 10 |
| Ammoniac | 5 |
| Acidité totale exprimée en H | 0,5 |
| Alcalins exprimés en OH | 10 |

Conduit n°2 - Atelier de rénovation des appareils de cuisson, local de dégraissage des pièces

Le débit normalisé d'extraction est de 6 500 m³/h.

| Paramètres | Concentration en mg/m ³ |
|------------------------------|------------------------------------|
| Acidité totale exprimée en H | 0,5 |
| Alcalins exprimés en OH | 10 |

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou, à défaut, selon les méthodes de référence reconnues.

Conduit n°3 - Prévention des émissions de mercure

De manière à prévenir les émissions diffuses de mercure, les appareils comportant des pièces

fragiles susceptibles d'en contenir sont démontés dans un dispositif permettant :

- la captation des émissions de mercure résultant d'une rupture non intentionnelle
- un rejet atmosphérique dont la concentration en mercure (particulaire et gazeux) ne dépasse pas $7 \mu\text{g}/\text{m}^3$.

Ce dispositif est opérationnel au plus tard le 17 août 2022.

Conduit n° 4 - Broyage -concassage des PAM

Des dispositifs de captation de l'atmosphère placés aux points émissifs du broyeur et du concasseur orientent l'air chargé en poussières vers un filtre garantissant une teneur en poussière de l'air épuré ne dépassant pas $5 \text{ mg}/\text{m}^3$. Le débit normalisé d'extraction est de $35\,000 \text{ m}^3/\text{h}$.

Ce dispositif, captation ciblée et filtration, est opérationnel au plus tard le 17 août 2022.

Conduit n° 5 - Peinture

Les opérations de peinture sont centralisées dans une installation dédiée aménagée à cet effet.

Ce dispositif est opérationnel au plus tard le 17 août 2022. Le flux horaire maximal des émissions canalisées et diffuses de Composés Organiques Volatils Non Méthaniques émis à l'atmosphère est inférieur à $2 \text{ kg}/\text{h}$. Le flux annuel des émissions canalisées et diffuses de Composés Organiques Volatils Non Méthaniques émis à l'atmosphère est inférieur à $1 \text{ t}/\text{an}$.

Article 9.2.1 - Surveillance des émissions atmosphériques

Les émissions atmosphériques des ateliers (conduits 1 et 2) sont contrôlés annuellement. Les polluants à rechercher sont, par conduit, ceux indiqués aux tableaux de l'article 3.2.1.

Article 9.3.6 - Surveillance de la teneur en mercure de l'air des ateliers et locaux de stockages où ce métal est susceptible d'être émis

La teneur en mercure de l'air de l'atelier de démontage des PAM et du local de stockage des déchets contenant du mercure est mesurée annuellement.

Constats :

Comme toutes les activités du site de Strasbourg n'ont pas encore été rapatriées sur le site de Geispolsheim, les conduits n°1, 2 et 5 n'existent pas encore. Seuls les conduits n°3 (mercure) et 4 (broyage concassage de PAM) rejettent des effluents gazeux. L'exploitant a présenté 2 rapports de mesures réalisées le 22/09/2023 :

- mesures de concentration en polluants dans les rejets atmosphériques, avec des concentrations de $0,11 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ de poussière (ce qui est cohérent avec les performances d'un filtre à manche tel que celui mis en place) et $0,00017 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ ($0,17 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$) de mercure ;
- contrôle des valeurs limites d'exposition professionnelle, avec des valeurs d'exposition au mercure conforme aux attendus réglementaires.

Ces résultats n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Depuis le 17 août 2022, l'arrêté ministériel du 17/12/2019 s'applique aux exutoires 3 et 4.

L'inspection constate que les V.L.E et fréquences d'analyses des effluents gazeux de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 ne sont pas appliquées et/ou respectées :

- la fréquence d'analyses actuelle est annuelle au lieu d'être semestrielle (pour les poussières) et trimestrielle (pour le mercure) ;
- les paramètres suivants, pertinents dans le contexte d'un broyage de DEEE : PCB de type dioxine (« DL »), retardateurs de flamme bromés, métaux et métalloïdes à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V), les PCDD/F et COVT ne sont pas analysés annuellement (ni semestriellement pour les COVT), en sortie du broyeur après traitement ;
- la V.L.E. de $5 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ pour la recherche du mercure n'est pas prise en considération dans le rapport d'analyses présenté.

Il est attendu de l'exploitant qu'il respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 et notamment celles applicables aux installations de traitement mécanique de déchets (ce qui inclut les effluents gazeux et aqueux).

Par ailleurs, l'inspection apporte les précisions suivantes :

- en termes de PCB, outre celle des PCB « DL » (congénères 77 81 126 169 105 114 118 123 156 157 167 189) la recherche des PCB « indicateurs » est également pertinente (congénères 28 52 101 118 138 153 180) ;
- les retardateurs de flamme bromés sont, en référence au règlement « POP » UE 2019/1021 : les bromodiphényléthers (tétra- penta-, hexa-, hepta-, déca-), l'hexabromobiphényle, l'hexabromocyclododécane.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 1 mois

N° 5 : IED – Émissions dans l'air / Mercure MTD n°32

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2019 Article 3.2.1

Thèmes : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

(...) Conduit n° 3 - Prévention des émissions de mercure

De manière à prévenir les émissions diffuses de mercure, les appareils comportant des pièces fragiles susceptibles d'en contenir sont démontés dans un dispositif permettant :

- la captation des émissions de mercure résultant d'une rupture non-intentionnelle ;
- un rejet atmosphérique dont la concentration en mercure (particulaire et gazeux) ne dépasse pas $7 \mu\text{g}/\text{m}^3$.

Ce dispositif est opérationnel au plus tard le 17 août 2022.

Constats :

Les déchets contenant du mercure sont manipulés dans un local fermé, dédié au stockage des « fractions dangereuses », au niveau du poste de finition « lampe à décharge ». Les manipulations sont réalisées par un agent habilité, dans un équipement de type sorbonne de laboratoire, relié à un système d'aspiration équipé d'un filtre à manche puis d'un traitement par charbon actif.

L'élément de mercure une fois extrait du déchet est conditionné pour être acheminé vers une filière de traitement adaptée. Des fûts de vermiculite (isolant), de charbon actif et d'absorbant sont mis à disposition pour que ces produits soient ajoutés dans l'emballage, par mesure de sécurité et afin de prévenir toute pollution (que le contenant soit intègre ou cassé). En cas de casse du contenant de mercure, une procédure spécifique est mise en place.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 retenant une valeur limite plus sévère ($5 \mu\text{g}/\text{m}^3$) que celle de la borne haute ($7 \mu\text{g}/\text{m}^3$) de la décision d'exécution du 10 août 2018 prise comme référence au moment de la rédaction de l'arrêté préfectoral, c'est la première, soit $5 \mu\text{g}/\text{m}^3$ qui est maintenant la norme.

Type de suites proposées : Sans suites

